

# **Rentrée sociale 2024-2025**

**Enjeux politiques et budgétaires**



# SOMMAIRE

Édito	VII
Synthèse des prévisions	IX

## LES ENJEUX POLITIQUES DE LA RENTRÉE 2024-2025

	Pages
<b>Chapitre 1 – Économie des politiques sociales</b>	
<b>L’incertitude gouvernementale fait planer le doute sur la place des politiques sociales</b>	<b>3</b>
I. Une reprise timide de l’économie, plombée par les conséquences de la guerre en Ukraine et le ralentissement amoindri de l’inflation	3
II. Des finances publiques qui restent dégradées	6
III. Quelles politiques sociales pour le nouveau gouvernement ?	10
<b>Chapitre 2 – Vie associative et ESS</b>	
<b>Le modèle de l’économie sociale et solidaire plus que jamais nécessaire</b>	<b>13</b>
I. Des éclaircissements concernant l’existence d’un pouvoir adjudicateur des associations	13
II. Rapport du CESE : renforcer le financement des associations, une urgence démocratique	14
III. De nouvelles dispositions légales pour les associations	15
IV. Les associations, appelées à s’adapter aux nouveaux enjeux sociétaux	16
V. Le Conseil d’État précise les règles sur la liberté associative	18
VI. Le soutien du réseau Uniopss-Uriopss à la vie associative	19
VII. Économie sociale et solidaire : une reconnaissance européenne et un renforcement en France	25
<b>Chapitre 3 – Emploi, attractivité et travail social</b>	
<b>Au bord de la crise ?</b>	<b>27</b>
I. Un marché de l’emploi qui s’effrite ?	27
II. Tensions de recrutement ou comment améliorer l’attractivité des associations ?	33
III. Suite du Livre blanc du travail social et feuille de route du HCTS	39
<b>Chapitre 4 – Régulation et tarification des ESMS</b>	
<b>Des palliatifs temporaires face à des enjeux structurels</b>	<b>41</b>
I. Les revalorisations Ségur face aux nombreux défis financiers	41
II. Zoom sur plusieurs chantiers de réforme de la tarification	44
III. Évolution de la réglementation relative aux Ehpad	46
IV. Mesures diverses et implications pour les associations	49
V. Des mesures concernant les CPOM	53

<b>Chapitre 5 – Santé</b>	
<b>Un système de santé toujours dans l’attente d’une véritable orientation globale</b>	<b>59</b>
I. Un système de santé sans grandes évolutions et confronté à de multiples enjeux	59
II. Santé mentale : le début d’une action mort-née ?	68
III. La santé globale : un levier pour en finir avec un système de santé cloisonné ?	71
<b>Chapitre 6 – Lutte contre la pauvreté et l’exclusion</b>	
<b>Entre déceptions et atteintes fondamentales aux personnes en situation de vulnérabilité</b>	<b>75</b>
I. La multiplication des atteintes à l’encontre des personnes précaires	75
II. Lutte contre le non-recours : des objectifs structurels louables, mais une insuffisance de moyens...	82
III. Une incertitude sur les politiques de solidarité, suite aux élections législatives	84
IV. Hébergement : des engagements à tenir et des transitions à mener sur fond d’incertitudes financières	85
V. Logement : beaucoup d’enjeux, un besoin d’avancées structurantes	90
<b>Chapitre 7 – Enfances, Familles, Jeunes</b>	
<b>Entre vision parcellaire et inaction</b>	<b>95</b>
I. Des politiques dans l’expectative	95
II. Enfants, jeunes et familles : la tentation de la division	101
<b>Chapitre 8 – Politiques de l’Autonomie</b>	
<b>Ensemble pour une société toujours plus inclusive et solidaire !</b>	<b>109</b>
I. Politiques de l’Autonomie : Où en est-on ?	109
II. Secteur du Grand âge : Une avancée symbolisée par la loi Bien-Vieillir, laissant toutefois un goût d’inachevé	120
III. Vivre pleinement chez soi, partout : pour un accompagnement à domicile bâti autour des aspirations individuelles	126
IV. Réinventer l’accompagnement des personnes en situation de handicap : vers plus de modularité et de souplesse	131

## LES ENJEUX BUDGÉTAIRES

<b>Chapitre 9 – Prévisions et réalisations budgétaires 2024-2025 des ESSMS</b>	<b>147</b>
I. Quels documents budgétaires, pour quels ESSMS ?	147
II. Dispositions particulières et points d’attention 2024	149
III. La transmission de l’EPRD 2025	152
IV. La transmission du BP 2025	156
V. La clôture budgétaire 2024	160
VI. Agrément des accords collectifs : soupape du dialogue social de branche ?	164
<b>Chapitre 10 – Mesures sociales, fiscales et comptables</b>	<b>169</b>
I. Principales mesures sociales	169
II. Principales mesures fiscales	187
III. Principales mesures comptables	198

<b>Chapitre 11 – Prix, salaires et charges sociales : Évolutions, conjoncture et prévisions</b>	<b>205</b>
I. Vue d'ensemble	205
Situation économique générale	205
Charges sociales et fiscales	207
Revenus et pouvoir d'achat : évolutions générales	208
II. Rémunérations applicables dans le secteur sanitaire, social et médico-social	209
Branche sanitaire, sociale et médico-sociale à but non lucratif (Ex-Unifed) – Fehap / FNCLCC / Nexem/CRF	209
Convention collective nationale du 15 mars 1966 – Nexem	213
Convention collective nationale du 31 octobre 1951 – Fehap	215
Convention collective de la Croix-Rouge française	215
Convention collective nationale de la branche de l'aide, de l'accompagnement, des soins et des services à domicile (BAD) du 21 mai 2010	216
Convention collective nationale des acteurs du lien social et familial (ALISFA) du 4 juin 1983	218
Convention collective nationale habitat et logement accompagnés (HLA) du 16 juillet 2003 (fusion des conventions collectives des foyers et services d e jeunes travailleurs et de PACT-ARIM)	220
Convention collective nationale des métiers de l'éducation, de la culture, des loisirs et de l'animation agissant pour l'utilité sociale et environnementale, au service des territoires (ÉCLAT) du 28 juin 1988	221
Convention collective nationale de travail de l'UNISSS du 26 août 1965	224
Rémunérations spécifiques référencées sur le SMIC ou le minimum garanti	225
Respect des minimas conventionnels	228
<b>Chapitre 12 – Charges sociales et fiscales</b>	<b>231</b>
I. La notion de salaire	231
II. Les cotisations de Sécurité sociale	242
III. Les cotisations d'assurance chômage	264
IV. Taxes et participation	269
<b>Liste des sigles</b>	<b>281</b>
<b>Index de la partie Enjeux politiques</b>	<b>297</b>